

Compte rendu annuel d'activités 2023



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

À propos de la BERD



La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) favorise le développement d'économies durables sous l'impulsion du secteur privé en Europe centrale et orientale, en Asie centrale et en Afrique du Nord. La Banque les aide à relever les défis du 21^e siècle et leur accorde son appui pour améliorer les vies et les environnements des citoyens au sein de la société.

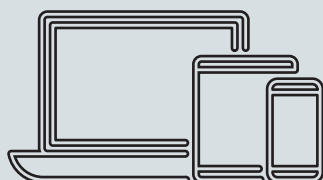
Par ses projets d'investissement, de réforme des politiques et de conseil, elle œuvre à rendre les économies plus compétitives, mieux gouvernées, plus vertes, plus inclusives, plus résilientes et plus intégrées. Ces « qualités de la transition » préparent au mieux les pays à assurer un avenir prospère et équitable pour tous.

Les objectifs de la Banque sont étroitement alignés sur ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui a pour but de réaliser des progrès économiques, sociaux et environnementaux.

La BERD investit dans des projets qui ne peuvent pas être financés uniquement par le secteur privé, mais sont conformes aux principes de saine gestion bancaire. Elle collabore essentiellement avec des clients privés, même si elle finance aussi des entités du secteur public proposant des infrastructures, des biens et des services essentiels.

Elle conclut des partenariats avec des donateurs qui financent des projets de conseil et d'assistance technique indispensables au succès de ses investissements¹.

La BERD est détenue par 73 gouvernements actionnaires, l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement. Elle opère depuis son siège à Londres, avec un réseau de bureaux locaux et d'antennes répartis dans ses régions.



Le présent document est une synthèse de nos activités en 2023.

Consulter **www.ebrd.com** pour en savoir plus sur nos projets et sur les populations qui en bénéficient.

¹ Des informations complémentaires sur la contribution fondamentale des donateurs aux travaux de la BERD sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.ebrd.com/who-we-are/our-donors.html>.

Sommaire



02 | Message de la Présidente

03 | Introduction

Renforcer l'impact par un investissement record et une volonté d'efficacité accrue

05 | La BERD en chiffres

06 Résultats opérationnels 2019-2023

06 Résultats financiers 2019-2023

07 Impact potentiel sur la transition des nouveaux projets signés

08 | Où investissons-nous ?

Volume annuel des investissements bancaires de la BERD par économie et par région en 2023 (en millions d'euros)

10 | La transformation de la BERD bat son plein alors que les défis s'accumulent

11 | La voie est libre pour un élargissement du champ d'action de la BERD à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak

12 | Préparation du soutien à long terme à l'Ukraine

15 | Intervention à la suite des séismes catastrophiques survenus en Türkiye

16 | Lancement d'une intervention à la suite du séisme survenu au Maroc

16 | Gestion de l'héritage de l'extraction d'uranium à l'ère soviétique en Asie centrale

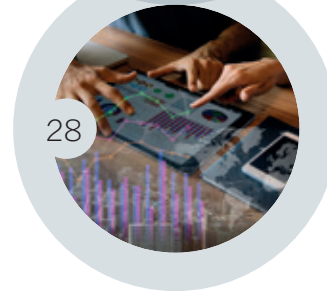
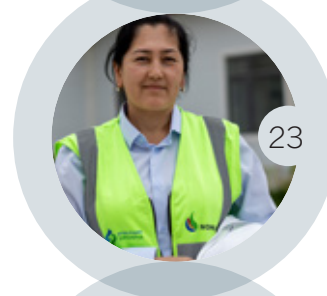
17 | Réalisation de nos priorités stratégiques

17 Appui à la transition vers une économie verte et à faible émission de carbone

23 Promotion de l'égalité des chances

28 Accélération de la transition numérique

32 | Abréviations



Message de la Présidente



Dans un contexte de conflit et d'instabilité géopolitique, l'année 2023 s'est révélée capitale dans l'histoire de la BERD.

● Nos actionnaires ont soutenu la Banque par une augmentation de capital à hauteur de 4 milliards d'euros pour lui permettre de poursuivre sa mission essentielle d'aujourd'hui et de demain en Ukraine, tout en restant un partenaire de choix pour tous ses pays d'opérations. Les actionnaires ont également approuvé notre expansion sur de nouveaux marchés en Afrique subsaharienne et en Irak, pour laquelle nous nous préparons activement.

Nos services n'ont jamais été autant sollicités qu'en 2023 et l'offre singulière de la Banque, qui consiste en des investissements, associés à une action transformatrice en matière de politique et de conseil, a conservé toute sa pertinence et sa capacité à s'adapter à l'évolution des circonstances.

Si nous avons enregistré des volumes d'activité record et atteint nos objectifs principaux, nous ne pouvons pas pour autant nous reposer sur nos lauriers. Nous avons été confrontés à une série de défis exigeants : bouleversements géopolitiques, conflits et souffrances en Ukraine et au Moyen-Orient, et graves catastrophes naturelles dans plusieurs de nos pays d'opérations. Les signes de l'urgence climatique ont continué à se manifester dans toutes les régions où nous opérons. La croissance économique est restée faible dans de nombreux pays en raison de l'instabilité et de l'impact des politiques monétaires restrictives sur les marchés émergents. Il nous incombe par conséquent de rester concentrés sur la réalisation de nos objectifs dans l'ensemble de nos économies et de nous assurer que nous travaillons en faisant preuve d'efficacité et d'agilité, à l'aide des ressources dont nous disposons désormais grâce à notre programme de transformation interne.

J'étais résolue à ce que nous maintenions, en 2023, le niveau de soutien accordé à l'Ukraine dans le sillage de l'invasion russe en février 2022. Avec 2,1 milliards d'euros de financement l'an dernier, et après 1,7 milliard d'euros consentis en 2022, nous avons largement dépassé notre objectif de déployer un total de 3 milliards d'euros sur la période 2022-2023. En outre, les gouverneurs se sont prononcés en faveur d'une augmentation du capital libéré en décembre et nous disposons dorénavant des outils pour maintenir un niveau important d'investissement en temps de guerre et pour le renforcer lors d'une future phase de reconstruction. L'année s'étant achevée sans grand signe de conclusion rapide du conflit, nous n'avons pas relâché nos efforts pour rétablir et maintenir l'approvisionnement en électricité de l'Ukraine, pour garantir la circulation des trains, pour soutenir l'approvisionnement en denrées alimentaires, pour aider les services postaux à assurer l'acheminement du courrier et des colis, et pour soutenir de nombreux autres clients dans le secteur privé ou au niveau municipal.

De fait, beaucoup restait à faire dans l'ensemble de nos régions. Notre réponse aux crises s'est de nouveau avérée nécessaire lorsque la Türkiye et le Maroc ont été frappés par de terribles tremblements de terre. En Égypte, où l'économie reste sous pression, nous avons fait d'importants investissements, accompagnés d'un soutien en termes de politiques à mettre



en œuvre. Les niveaux d'investissement élevés en Pologne soutiendront la décarbonation de l'économie. Nous avons par ailleurs constaté des progrès continus sur certains de nos marchés d'Asie centrale.

Notre Assemblée annuelle s'est tenue à Samarcande, en Ouzbékistan, en mai 2023 – un lieu magnifique pour un événement couronné de succès. À Londres, la visite du roi Charles III pour l'inauguration de notre nouveau siège nous a permis de montrer notre démarche interne visant à devenir plus écologique, ainsi que nos efforts pour atténuer les effets du changement climatique au niveau externe.

Depuis le début de l'année 2023, toutes les nouvelles activités de la BERD sont alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique et la Banque a conservé son rôle précurseur pour ce qui est d'orienter les investissements du secteur privé vers l'action climatique. Notre financement en faveur de la transition vers une économie verte (TEV) a atteint un nouveau record de 6,5 milliards d'euros, soit 50 % des investissements annuels de la Banque.

Nous avons clôturé l'année 2023 avec une vision claire du travail à accomplir pour l'année à venir. Je remercie nos gouverneurs pour leur soutien et je salue notre personnel qui travaille sans relâche sur le terrain et au siège. Nous sommes conscients des attentes à notre égard et nous nous engageons à accélérer la réalisation de nos objectifs et à contribuer plus encore à ce que la BERD s'impose comme un partenaire actif au sein du système des banques multilatérales de développement.

Odile Renaud-Basso
Présidente de la BERD
Avril 2024

Introduction



Renforcer l'impact par un investissement record et une volonté d'efficacité accrue

La BERD a dévoilé, en 2023, des décisions historiques qui renforceront et étendront sa portée et accroîtront son impact à long terme, tout en continuant à apporter un soutien rapide et complet à l'Ukraine au cours de la deuxième année de la guerre que mène la Russie contre ce pays.

La Banque a obtenu l'appui de ses actionnaires pour une augmentation de 4 milliards d'euros du capital libéré qui lui permettra de continuer à investir à des niveaux élevés en Ukraine tout au long de la guerre et de la longue période de reconstruction qui s'ensuivra.

Elle a également pris des mesures pour étendre ses opérations à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak à partir de 2025.

De nouveaux progrès ont été accomplis dans la réalisation de ses principaux objectifs stratégiques, à savoir relever les défis du changement climatique, promouvoir un développement inclusif et accélérer le déploiement du numérique.

Dans le même temps, la Banque a continué à rationaliser ses propres processus afin d'aider le plus efficacement possible les économies qu'elle sert dans la réalisation de leurs propres ambitions en matière de développement.

●● Investissements de la BERD en 2023

En 2023, les investissements propres de la BERD ont atteint un nouveau record de 13,1 milliards d'euros, en hausse de 58 millions d'euros par rapport à l'année précédente. La Banque a financé un nombre sans précédent de 464 projets individuels, contre 431 en 2022.

En 2023, la mobilisation totale, soit le montant total des investissements que la Banque a directement mobilisés et indirectement débloqués auprès de sources privées, s'élevait à 26,2 milliards d'euros, dont une mobilisation directe de 2,8 milliards d'euros.

En 2023, la BERD a réalisé un bénéfice net de 2,1 milliards d'euros, réalisant ainsi la troisième année la plus rentable de son histoire, après une perte nette de 1,1 milliard d'euros enregistrée en 2022, principalement du fait de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.

Les financements accordés en faveur d'une économie verte ont représenté 50 % du volume annuel total des investissements réalisés par la Banque.

Le financement des échanges commerciaux a de nouveau contribué de manière significative au soutien apporté par la BERD à ses régions en 2023. La Banque a réalisé 1 916 opérations commerciales pour un montant record de 4,2 milliards d'euros au titre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC), contre 3,6 milliards d'euros en 2022.

La Banque a mobilisé près de 1,6 milliard d'euros de fonds de donateurs, y compris des garanties non financées, dont plus de 409 millions d'euros ont été signés en faveur de l'Ukraine. L'Union européenne (UE) a fourni près de la moitié de ces ressources, qui se sont ajoutées aux importantes contributions de pays comme le Canada, l'Espagne, la Norvège et les Pays-Bas.

●● Ukraine

En Ukraine, la Banque a, en 2023, déployé 2,1 milliards d'euros, ce qui porte à 3,8 milliards d'euros le total des financements déployés au cours des deux années qui ont suivi le début de la guerre. La Banque a donc pu faire une différence immédiate dans la vie des gens et aider les entreprises à relever les défis actuels et futurs.

L'augmentation de 4 milliards d'euros du capital libéré de la BERD, soit la troisième seulement en 32 ans d'existence, permettra à la Banque d'investir 1,5 milliard d'euros par an en Ukraine en temps de guerre et de porter à l'avenir son investissement annuel dans le pays à 3 milliards d'euros pour la reconstruction.



●● Élargissement du champ d'action de la BERD à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak

Après une modification des statuts de la BERD, approuvée lors de l'Assemblée annuelle 2023 tenue à Samarcande, en Ouzbékistan, il s'est enclenché une dynamique en faveur d'un élargissement progressif des opérations de la Banque à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak. Les actionnaires de la BERD sont convenus que la Banque pourrait commencer à investir dans six pays d'Afrique subsaharienne – le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigéria et le Sénégal – et en Irak à partir de 2025.

●● Türkiye et Maroc

À la suite des séismes meurtriers qui ont frappé la Türkiye et le Maroc en 2023, la Banque s'est empressée de mettre en place un plan d'intervention. La Türkiye a bénéficié d'un financement d'un montant de 1,5 milliard d'euros sur deux ans, destiné à l'aide d'urgence et à la reconstruction, tandis que le Maroc s'est vu allouer un programme de secours et de préservation des moyens de subsistance de 250 millions d'euros sur la période 2023-2025.

●● Cisjordanie et Gaza

La BERD a démontré son engagement à soutenir le secteur privé en Cisjordanie et à Gaza, en accordant un prêt de 8,2 millions d'euros à Pharmacare, société pharmaceutique basée à Ramallah. Il s'agissait de la première transaction de la BERD avec une entreprise cliente palestinienne.

●● Transformation

Alors que les défis mondiaux se multipliaient en 2023, la BERD a continué de respecter l'engagement pris auprès de ses actionnaires de transformer et de moderniser ses processus, et de travailler de manière aussi efficace et efficiente que possible pour optimiser son impact sur la performance économique et la qualité de vie dans les régions où elle opère.

Cette transformation consiste en des mesures prises pour investir dans le parc informatique et se moderniser en investissant dans les processus et les systèmes opérationnels de base des clients. Cela créera à l'avenir un environnement favorable à l'innovation.

Cela dit, la BERD n'agit pas seule ; elle collabore étroitement avec des banques de développement partenaires. Par exemple, lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui se sont tenues à Marrakech en octobre 2023, les dirigeants des banques multilatérales de développement (BMD) se sont engagés à renforcer leur collaboration et à aligner leurs actions individuelles pour produire un plus grand impact. Ils sont par ailleurs convenus d'explorer d'autres moyens d'accroître leur capacité de prêt.



La BERD en chiffres



Nombre de projets
en 2023 :

464



Volume annuel
des investissements
bancaires (VAIB) :

13,1
milliards d'euros



Part du secteur privé
dans le VAIB :

80 %



Volume du secteur privé
dans le VAIB :

10,5
milliards d'euros



Portefeuille d'opérations,
y compris les engagements
non décaissés :

55,9
milliards d'euros²



Décaissements
annuels bruts :

9,8
milliards d'euros



Nombre d'opérations commerciales
représentant 4,2 milliards d'euros
achevées au titre du PAEC :

1 916



Financement accordé aux
institutions financières partenaires
pour soutenir l'octroi de crédits
aux micro-, petites et moyennes
entreprises :

1,15
milliard d'euros



Financement accordé aux
institutions financières partenaires
pour soutenir l'octroi de crédits
aux entreprises dirigées par
des femmes :

213
millions d'euros



Nombre de projets de conseil
initiés en 2023 dans le
cadre de l'Initiative pour les
petites entreprises :

2 060



² Ce chiffre inclut l'encours des opérations de portefeuille dans les pays où la Banque ne réalise pas de nouveaux investissements (Bélarus, Chypre et Russie).

Résultats opérationnels 2019-2023

	2023	2022	2021	2020	2019
Nombre de projets ³	464	431	413	411	452
Volume annuel des investissements bancaires ⁴ (en millions d'euros)	13 129	13 071	10 446	10 995	10 092
Volume annuel des investissements mobilisés ⁵ (en millions d'euros) dont mobilisation directe du secteur privé ⁶	2 819 1 499	1 746 803	1 750 908	1 240 411	1 262 460
Mobilisation indirecte du secteur privé ⁷ (en millions d'euros)	23 400	12 957	16 613	9 324	11 663
Mobilisation totale ⁸ (en millions d'euros)	26 220	14 703	18 363	10 564	12 925

Résultats financiers 2019-2023

en millions d'euros	2023	2022	2021	2020	2019
Bénéfice net/(perte nette)	2 098	(1 117)	2 502	290	1 432
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	(23)	(123)	(80)	(115)	(117)
Bénéfice net/(perte nette) après transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	2 075	(1 240)	2 422	175	1 315
Capital libéré	6 218	6 217	6 217	6 217	6 217
Réserves et bénéfices non distribués	16 050	13 119	14 128	11 674	11 613
Total des capitaux propres	22 268	19 336	20 345	17 891	17 830

Pour plus de précisions sur les résultats financiers de la BERD, se reporter au *Rapport financier 2023*.

3 Le nombre de projets pour lesquels la BERD a pris des engagements durant l'année.

4 Le volume annuel des investissements bancaires (VAIB) est le volume des engagements pris par la Banque durant l'exercice. Il comporte :

- i) les nouveaux engagements (déduction faite de tout montant au titre des annulations ou des syndications durant le même exercice) ;
- ii) les engagements restructurés ; et
- iii) les montants engagés dans le cadre du PAEC pendant le même exercice et encore en cours en fin d'exercice.

5 Le volume annuel des investissements mobilisés (VAIM) représente le volume des engagements pris auprès du client par des entités autres que la Banque, du fait de l'action qu'elle a directement menée.

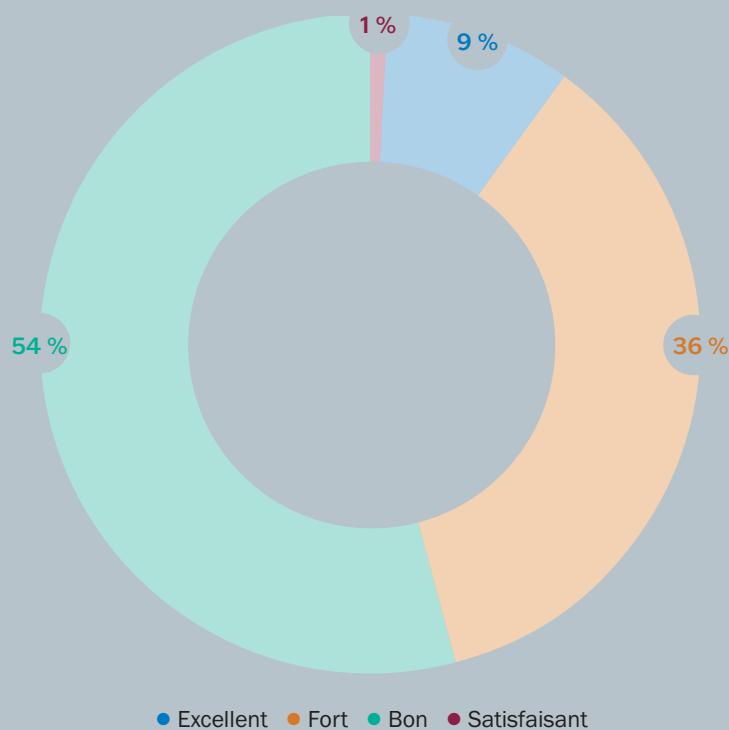
6 Financement privé accordé à des conditions commerciales suite à la participation active de la Banque.

7 Les BMD définissent la mobilisation indirecte du secteur privé comme le financement accordé par des entités privées dans le cadre d'une activité spécifique bénéficiant d'un financement de la part d'une BMD et dans laquelle aucune BMD ne joue un rôle actif ou direct conduisant à l'engagement de financement de la part des entités privées. Ce montant inclut de nombreux cas où la BERD a joué un rôle dans la transaction sous-jacente, mais où la structure du projet ne permettait pas de qualifier le montant mobilisé de mobilisation directe.

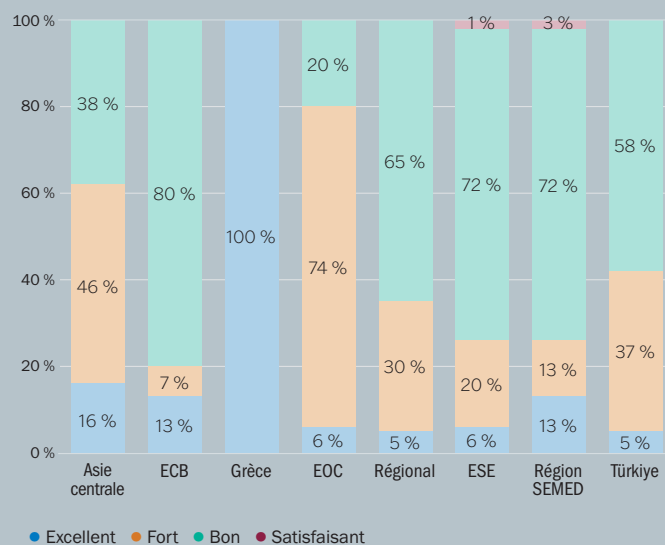
8 La mobilisation totale est définie comme la somme du VAIM et de la mobilisation indirecte du secteur privé au cours d'une année donnée.

Impact potentiel sur la transition des nouveaux projets signés

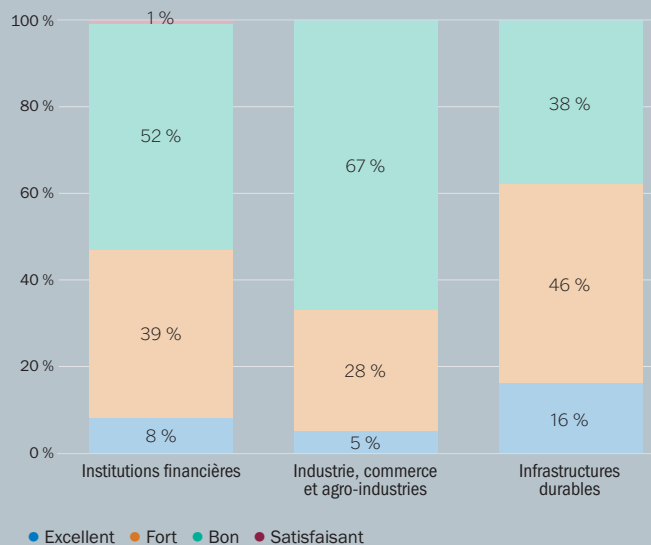
●● Impact potentiel sur la transition des nouveaux projets signés en 2023⁹



●● Impact potentiel sur la transition des nouveaux projets signés en 2023, par région



●● Impact potentiel sur la transition des nouveaux projets signés en 2023, par secteur

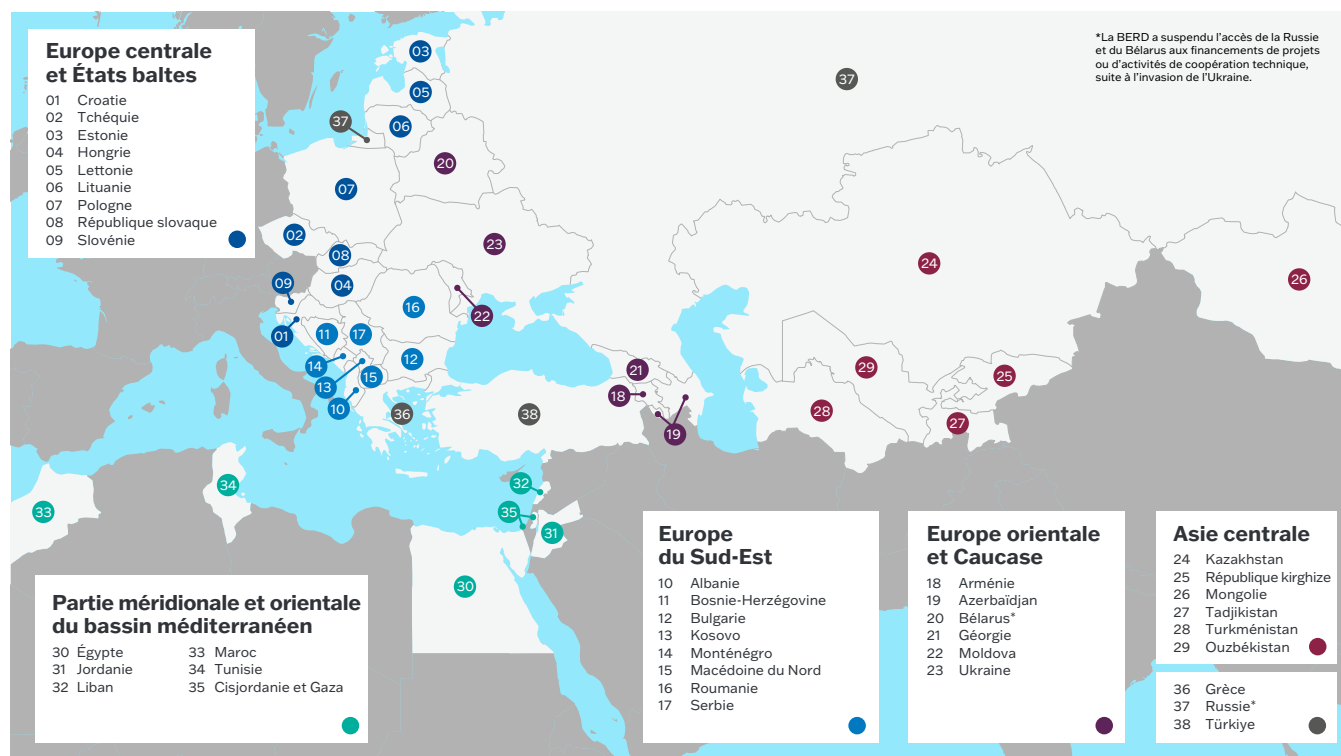


⁹ La BERD attribue à chaque projet une note relative à l'impact attendu sur la transition (IAT). L'IAT reflète le potentiel du projet à produire un impact sur la transition et le risque qu'il ne réalise pas ce potentiel, sur une échelle de 1 à 100. La note est basée sur les objectifs sous-jacents du projet, qui sont structurés autour des six qualités de la transition de la Banque, du contexte local et de la conformité avec les objectifs stratégiques. En 2023, une nouvelle méthode de conversion a été utilisée pour traduire les scores numériques de l'IAT en catégories de potentiel d'impact sur la transition : satisfaisant, bon, fort et excellent.

Où investissons-nous ?



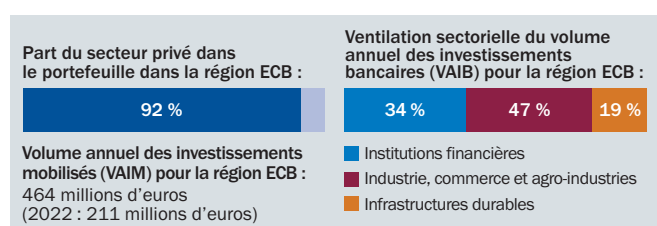
Volume annuel des investissements bancaires de la BERD par économie et par région en 2023 (en millions d'euros)



Consulter www.ebrd.com pour plus de précisions sur nos projets et sur les populations qui en bénéficient.

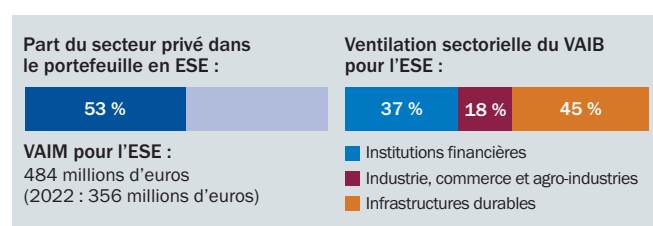
Europe centrale et États baltes (ECB)

Réf. carte	Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
01	Croatie	306	297	176	151	123	4 702	1 104
02	Tchéquie	223	111	8	0	0	1 551	371
03	Estonie	38	74	56	126	36	935	248
04	Hongrie	70	215	63	84	63	3 577	716
05	Lettonie	135	76	113	21	85	1 106	405
06	Lituanie	150	208	125	116	64	1 532	685
07	Pologne	1 301	990	598	789	833	13 983	4 658
08	République slovaque	133	114	86	59	145	2 983	632
09	Slovénie	78	265	40	65	118	1 563	588
Total		2 435	2 350	1 266	1 412	1 467	31 932¹⁰	9 407



Europe du Sud-Est (ESE)

Réf. carte	Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
10	Albanie	146	154	201	194	148	1 987	1 005
11	Bosnie-Herzégovine	218	120	140	187	315	3 165	1 316
12	Bulgarie	117	103	247	103	38	4 507	898
13	Kosovo	81	91	50	36	118	679	380
14	Monténégro	80	23	22	160	38	805	359
15	Macédoine du Nord	259	252	134	61	160	2 748	1 215
16	Roumanie	658	709	546	340	372	10 882	2 821
17	Serbie	846	648	499	679	517	8 873	2 866
Total		2 405	2 099	1 839	1 760	1 705	33 646	10 860



¹⁰ Ce chiffre inclut les investissements réalisés en Tchéquie avant 2008.

Où investissons-nous ?



Europe orientale et Caucase (EOC)

Réf. carte Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
18 Arménie	71	117	175	158	118	2 018	344
19 Azerbaïdjan	156	86	34	17	17	3 624	897
20 Bélarus ¹¹	0	0	17	212	391	2 796	275
21 Géorgie	202	218	295	618	296	4 996	1 098
22 Moldova	287	525	106	117	111	2 280	1 219
23 Ukraine	1 419	1 460	1 065	812	1 125	19 346	5 160
Total	2 135	2 405	1 693	1 933	2 058	35 060	8 992

Part du secteur privé dans le portefeuille dans la région EOC :

40 %

Ventilation sectorielle du VAIB pour la région EOC :

33 %

36 %

31 %

VAIM pour la région EOC :
649 millions d'euros
(2022 : 212 millions d'euros)

■ Institutions financières
■ Industrie, commerce et agro-industries
■ Infrastructures durables

Asie centrale

Réf. carte Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
24 Kazakhstan	254	480	558	403	685	9 808	2 703
25 République kirghize	100	41	31	22	46	948	232
26 Mongolie	143	108	37	144	98	2 243	896
27 Tadjikistan	21	21	56	131	18	898	480
28 Turkménistan	0	2	8	20	11	324	24
29 Ouzbékistan	702	839	607	429	517	4 286	2 379
Total	1 220	1 490	1 298	1 150	1 376	18 507	6 713

Part du secteur privé dans le portefeuille en Asie centrale :

51 %

Ventilation sectorielle du VAIB pour l'Asie centrale¹² :

38 %

9 %

52 %

VAIM pour l'Asie centrale :
487 millions d'euros
(2022 : 180 millions d'euros)

■ Institutions financières
■ Industrie, commerce et agro-industries
■ Infrastructures durables

Partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED)¹³

Réf. carte Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
30 Égypte	1 261	1 343	1 005	1 046	1 214	11 369	4 868
31 Jordanie	62	141	168	73	87	1 959	1 016
32 Liban	8	5	6	28	164	846	176
33 Maroc	391	528	211	742	204	4 425	1 939
34 Tunisie	213	387	120	242	177	2 167	1 130
Total	1 935	2 404	1 510	2 131	1 847	20 766	9 128

Part du secteur privé dans le portefeuille dans la région SEMED :

53 %

Ventilation sectorielle du VAIB pour la région SEMED :

67 %

17 %

16 %

VAIM pour la région SEMED :
306 millions d'euros
(2022 : 384 millions d'euros)¹³

■ Institutions financières
■ Industrie, commerce et agro-industries
■ Infrastructures durables

Grèce

Réf. carte Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
36 Grèce	519	687	838	797	571	7 352	2 260

Part du secteur privé dans le portefeuille en Grèce :

100 %

Ventilation sectorielle du VAIB pour la Grèce :

72 %

28 %

VAIM pour la Grèce :
225 millions d'euros
(2022 : 42 millions d'euros)

■ Institutions financières
■ Industrie, commerce et agro-industries
■ Infrastructures durables

Russie¹⁴

Réf. carte Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
37 Russie	0	0	0	0	0	24 242	748

Part du secteur privé dans le portefeuille en Russie :

83 %

Ventilation sectorielle du VAIB pour la Russie :

s/o

Türkiye

Réf. carte Économie	2023	2022	2021	2020	2019	Total cumulé jusqu'à fin 2023	Portefeuille actif
38 Türkiye	2 480	1 634	2 002	1 675	1 002	19 126	7 578

Part du secteur privé dans le portefeuille en Türkiye :

86 %

Ventilation sectorielle du VAIB pour la Türkiye :

51 %

21 %

28 %

VAIM pour la Türkiye :
205 millions d'euros
(2022 : 362 millions d'euros)

■ Institutions financières
■ Industrie, commerce et agro-industries
■ Infrastructures durables

- En avril 2022, le Conseil des gouverneurs de la BERD a pris la décision de suspendre l'accès du Bélarus aux ressources de la BERD en réponse à l'invasion de l'Ukraine. La Banque a fermé ses bureaux à Minsk. Le Bélarus reste actionnaire de la Banque.
- En raison des arrondis, la somme des chiffres n'est pas égale à 100 %.
- Ce tableau ne prend pas en compte les investissements en Cisjordanie et à Gaza (référence 35 sur la carte), qui ont commencé en 2018 et sont financés par un fonds fiduciaire. En 2023, ces investissements représentaient au total 10 millions d'euros.
- La Banque n'a réalisé aucun nouvel investissement en Russie depuis 2014. En avril 2022, le Conseil des gouverneurs de la BERD a pris la décision de suspendre l'accès de la Russie aux ressources de la BERD en réponse à l'invasion de l'Ukraine. La Banque a fermé ses bureaux à Moscou. La Russie reste actionnaire de la BERD.

La transformation de la BERD bat son plein alors que les défis s'accumulent



La BERD a mis tout son poids dans la balance pour soutenir, en 2023, un ambitieux programme de transformation destiné à préserver sa capacité à relever efficacement les défis qui continuent de se multiplier dans ses régions.

Alors que la guerre dévastatrice menée par la Russie contre l'Ukraine s'est poursuivie une deuxième année et que les catastrophes naturelles ont infligé des pertes humaines et des destructions aux économies de la BERD, les demandes adressées à la Banque ont augmenté de façon spectaculaire.

Plus largement, le monde a été confronté à une « polycrise mondiale », pour reprendre le terme employé par les BMD, laquelle a entravé les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. Les banques de développement, y compris la BERD, ont été amenées à redoubler d'efforts pour rester sur la voie d'un développement durable et inclusif.

Face à ce défi, la BERD s'est engagée à procéder à des changements internes pour garantir une utilisation optimale de ses ressources.

À cette fin, en 2023, la Banque s'est lancée dans un processus de transformation, dont les germes avaient été semés en 2020, s'engageant à se moderniser de manière à garantir un niveau approprié d'investissement dans les technologies de l'information et à simplifier et numériser ses principaux processus opérationnels. Une fois pleinement mise en place, cette activité fondamentale permettra à la Banque de faire preuve de créativité et d'innovation dans l'élaboration des solutions dont elle a besoin pour relever les défis à venir.

Ce processus a pris corps au fil de 2022 avec la création d'un Bureau de la transformation, que dirige une Directrice principale en charge de la transformation au niveau des Vice-Présidents. L'objectif principal est de faire de la BERD le partenaire de développement de choix pour les clients, les donateurs et toutes les parties prenantes, ainsi qu'un employeur de choix, en veillant ainsi à ce qu'elle continue à tenir ses promesses à mesure que ses priorités stratégiques évolueront.

Après avoir achevé un important programme d'investissement en déménageant dans un nouveau siège vers la fin de 2022, la BERD a poursuivi sa transformation en 2023.

Conformément à sa volonté de numérisation, la Banque a achevé le déploiement de Microsoft 365 dans tous ses bureaux et lancé un système de gestion de l'apprentissage dans tous ses services. Elle a sérieusement commencé à élaborer des études d'opportunité en matière de transformation pour les équipes de la BERD chargées des ressources humaines, des finances et des donateurs, tous ces domaines devant bénéficier d'un nouveau progiciel de gestion intégrée dont le financement a été approuvé.

Parallèlement aux grandes initiatives de numérisation, l'année 2023 a été marquée par de multiples améliorations apportées par l'institution, notamment pour simplifier le processus de création et de préparation des projets.

Cette démarche d'efficacité de la BERD n'a pas été entreprise de manière isolée. En 2023, toutes les grandes banques de développement ont répondu à l'appel des dirigeants du G20, qui préconisaient de se doter d'un système international de financement du développement qui place des banques multilatérales de développement « meilleures, plus grandes et plus efficaces » au cœur des solutions à apporter aux défis mondiaux.

Lors des Assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, tenues au Maroc, les dirigeants des BMD se sont engagés à renforcer leur collaboration et leurs actions individuelles pour produire un plus grand impact, déclarant qu'ils continueraient d'explorer les moyens d'accroître leur capacité de prêt.



La voie est libre pour un élargissement du champ d'action de la BERD à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak



Lors de l'Assemblée annuelle 2023 de la BERD, tenue en Ouzbékistan, le Conseil des gouverneurs a approuvé des modifications apportées à l'article 1^{er} des statuts de la Banque qui donneront le feu vert à un élargissement limité et progressif de son champ d'action géographique aux pays d'Afrique subsaharienne et à l'Irak.

La résolution des gouverneurs a également intégré l'Irak dans la région de la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED) de la Banque.

Cette décision reflète les liens croissants qui existent entre les pays d'opérations actuels de la Banque et l'Afrique subsaharienne et l'Irak, ainsi que les possibilités de développer le secteur privé dans ces économies tout en complétant d'autres institutions de développement déjà actives dans ces régions et en coopérant avec elles.

À partir de 2025, la BERD pourra investir dans un maximum de six pays d'Afrique subsaharienne. L'analyse préparatoire entreprise par la Banque montre que c'est au Bénin, à la Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Nigéria et au Sénégal, s'ils souhaitaient présenter leur candidature, que son mandat et son modèle opérationnel conviendraient le mieux. Ces six pays ont été officiellement informés de la décision des gouverneurs.

À la fin de 2023, les gouverneurs avaient approuvé les demandes d'adhésion du Bénin et de la Côte d'Ivoire, et la Banque avait reçu des demandes du Ghana et du Sénégal. Des discussions étaient en cours avec le Kenya et le Nigéria.

L'Irak est devenu le 74^e actionnaire de la BERD en novembre 2023.

En tant qu'actionnaire, il peut demander à bénéficier des financements de la BERD et de son soutien à l'élaboration des politiques.

Toute demande pour obtenir le statut de pays bénéficiaire sera examinée par les actionnaires de la Banque dans le cadre d'une procédure distincte, une fois que les modifications pertinentes des statuts de la BERD seront entrées en vigueur et à l'issue du processus d'adhésion de tout pays candidat.



Préparation du soutien à long terme à l'Ukraine



En 2023, la BERD a fait un grand pas vers l'obtention du capital nécessaire pour soutenir l'Ukraine pendant la durée de la guerre menée par la Russie et pendant la période de reconstruction.

Les actionnaires de la BERD ont accepté une augmentation de capital libéré à hauteur de 4 milliards d'euros, ce qui confère à la Banque la solidité financière nécessaire pour continuer à soutenir l'Ukraine jusqu'en 2024 et au-delà.

Cette décision constitue une réponse vigoureuse au conflit, qui dure plus longtemps que prévu, et prépare la Banque à une période de redressement et de reconstruction qui devrait coûter des centaines de milliards d'euros.

Grâce à ce capital supplémentaire, la BERD pourra continuer à fournir à l'Ukraine un niveau soutenu d'investissement annuel d'environ 1,5 milliard d'euros en temps de guerre et jusqu'à 3 milliards d'euros par an pour financer la reconstruction.

À la fin de 2023, la BERD avait plus qu'honoré son engagement d'investir 3 milliards d'euros en Ukraine au cours des deux années qui ont suivi le début du conflit, en février 2022, déployant 3,8 milliards d'euros sur l'ensemble de la période et 2,1 milliards d'euros pour la seule année 2023.

Comme en 2022, le financement de la BERD en Ukraine en 2023 a ciblé à la fois le secteur public et le secteur privé, continuant de mettre l'accent sur les priorités essentielles que sont la sécurité énergétique, les infrastructures vitales, la sécurité alimentaire, la résilience du secteur privé et l'aide aux échanges commerciaux.

Les investissements de la Banque ont inclus de nouveaux financements, des subventions et la réaffectation d'engagements précédemment non décaissés, avec des prêts destinés à couvrir les fonds de roulement et les dépenses d'investissement, ainsi que des instruments de financement des échanges et de rehaussement du crédit pour souscrire de nouveaux risques.

Dans le secteur public, la BERD s'est employée à renforcer le principal secteur d'exportation de l'Ukraine, contribuant à maintenir ouvertes les principales liaisons de transport avec l'UE. Elle a notamment financé les chemins de fer ukrainiens à hauteur de 200 millions d'euros, accordé un prêt de 182 millions d'euros pour la modernisation de la route reliant Lviv à Rava-Ruska et déployé une vaste assistance technique pour l'optimisation de la logistique des transports, le tout dans le cadre de l'initiative européenne des corridors de solidarité.

La BERD a conclu un certain nombre d'accords importants pour la sécurité énergétique de l'Ukraine, notamment un prêt de 200 millions d'euros accordé à la compagnie gazière Naftogaz pour lui permettre de constituer des réserves stratégiques,



Préparation du soutien à long terme à l'Ukraine



et un prêt de 150 millions d'euros accordé à la compagnie d'électricité Ukrenergo pour soutenir le fonctionnement continu des infrastructures de transport d'électricité et l'exploitation ininterrompue des générateurs d'électricité.

Globalement, en 2023, la BERD a injecté plus de 600 millions d'euros dans le secteur privé du pays, renforçant ainsi sa résilience. Elle a parachevé 49 projets dans divers secteurs, notamment des prêts aux petites et moyennes entreprises (PME).

Le financement de la sécurité alimentaire en Ukraine en 2023, dont le financement direct de la BERD et celui du système bancaire, s'est établi à 577 millions d'euros.

La BERD a conclu, pour un montant total de 217,5 millions d'euros, 11 transactions avec des institutions financières partenaires locales afin d'encourager jusqu'à 660 millions d'euros de nouveaux prêts de la part des partenaires grâce à ses garanties de résilience et de subsistance, instrument de partage des risques de portefeuille non financé.

De manière cruciale, la BERD a continué de soutenir avec des banques locales, dans le cadre du PAEC, un flux régulier vers l'Ukraine de biens et de services essentiels, pour un chiffre d'affaires total de 472 millions d'euros sur l'année.

En 2023, les donateurs ont fourni environ 400 millions d'euros de ressources concessionnelles à déployer en Ukraine, en plus des quelque 1,2 milliard d'euros fournis en 2022.

Le développement du capital humain, tant pendant la guerre qu'au cours d'une future phase de reconstruction, est resté une priorité essentielle. La BERD a aidé les employeurs à réintégrer

d'anciens combattants sur le lieu de travail, tout en contribuant à combler les lacunes en matière de compétences et à promouvoir l'intégration des réfugiés dans les pays voisins.

La Banque a poursuivi ses travaux sur les outils de réduction des risques en Ukraine, dont un mécanisme d'assurance pour les navires et le transport de marchandises à l'intérieur du pays.

La BERD a également continué d'œuvrer à la mise en œuvre de réformes des politiques dans des domaines clés tels que la gouvernance d'entreprise, la lutte contre la corruption, ainsi que la sécurité et l'efficacité énergétiques.

Ces réformes sont menées dans le cadre du programme Architecture de la relance et des réformes en Ukraine (ARU), mis en œuvre par la Banque et par l'UE pour encourager les réformes internes dans le pays. Au titre de ce programme, la BERD a également apporté son soutien à l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'UE.

Les experts du programme ARU ont aidé le gouvernement en matière d'analyse et de coordination, notamment sur la question de la mise en œuvre des engagements relatifs à l'adhésion du pays à l'UE. Le gouvernement a chargé le Bureau de mise en œuvre des réformes, qui relève du programme ARU, d'aider le secrétariat de la plateforme de coordination des donateurs d'organisations multiples à coordonner l'aide économique et financière internationale en faveur de l'Ukraine.

Études de cas

● Amélioration des liaisons ferroviaires de l'Ukraine avec l'UE et maintien des services essentiels pour tous



Un programme de financement de 200 millions d'euros destiné aux chemins de fer ukrainiens permet d'améliorer les liaisons ferroviaires avec l'UE et de maintenir le flux de services essentiels pour les personnes et les entreprises. Ce financement de la BERD, assuré par des donateurs, permettra de remettre en état les principaux couloirs ferroviaires aux frontières de l'UE et de financer l'achat de matériel roulant afin d'accroître la capacité face aux tensions constantes causées par l'invasion russe.

● Capacité de transport de céréales et de marchandises conteneurisées accrue grâce à l'agrandissement d'un terminal ferroviaire près de la Pologne



Un prêt accordé à l'entreprise agroalimentaire ukrainienne Agrosem financera l'agrandissement d'un terminal ferroviaire près de la frontière ukraino-polonaise, ce qui permettra d'accroître la capacité de transport de céréales et de marchandises conteneurisées et d'améliorer les liaisons de transport entre l'Ukraine et l'UE. Ce projet aidera également Agrosem à maintenir la capacité de production de ses employés. Il comprend un volet de coopération technique destiné à améliorer la résilience du personnel, notamment en ce qui concerne les problèmes de santé mentale.

Études de cas



- **Renforcement du secteur crucial des huiles comestibles en Ukraine et contribution au maintien des exportations**



L'apport de fonds de roulement à MHP, grande entreprise agroalimentaire ukrainienne, a permis à cette dernière d'acheter des graines de tournesol pour produire de l'huile destinée à l'exportation, pilier essentiel de l'économie ukrainienne. Ce financement de la BERD a contribué à maintenir les moyens de subsistance des employés de MHP et des fournisseurs de graines oléagineuses en Ukraine.

- **De nouvelles garanties accordées à des institutions financières partenaires pour les aider à poursuivre leurs activités de prêt aux entreprises**



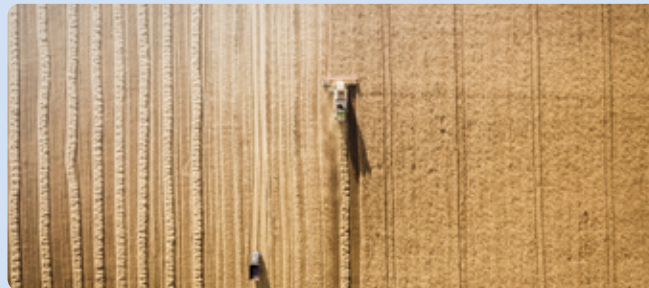
La BERD a poursuivi sa coopération avec ProCredit Bank Ukraine, appuyant ses prêts aux industries cruciales pour aider à préserver les emplois et à renforcer la résistance du secteur privé pendant la guerre. Une garantie de 7,5 millions d'euros devant couvrir jusqu'à 50 % du risque sur 30 millions d'euros de nouveaux financements a été la dernière d'une série de transactions de ce type menées avec ProCredit et d'autres banques, portant à 883 millions d'euros, à la fin de 2023, le volume total cumulé des financements facilités par la BERD dans le cadre de garanties similaires accordées au secteur financier.

- **Aide apportée à Dnipro face à l'afflux de réfugiés tandis que la guerre perdure**



Un prêt de 25 millions d'euros accordé à Dnipro vise à aider la ville ukrainienne à faire face aux répercussions de la guerre, en particulier à l'afflux de personnes déplacées fuyant le conflit. L'octroi de liquidités d'urgence permet aux infrastructures municipales essentielles de continuer à fonctionner.

- **Soutien à un important groupe agro-industriel ukrainien pour l'aider à surmonter les tourments de la guerre**



En fournissant des fonds destinés à couvrir les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement essentiels au groupe agro-industriel ukrainien Astarta, la BERD a permis à l'entreprise de poursuivre ses activités et de maintenir ses volumes de production et ses niveaux d'exportation, ce qui a assuré la sécurité alimentaire et la disponibilité de produits de base malgré les problèmes causés par l'invasion russe.

- **Appui à la réinsertion des anciens combattants ukrainiens sur le marché du travail**



Les investissements de la BERD dans deux des plus grands employeurs d'Ukraine, l'entreprise agroalimentaire MHP et la compagnie pétrolière et gazière Naftogaz, comprenaient un soutien technique pour réinsérer les anciens combattants sur le lieu de travail en fournissant des emplois aux anciens employés ou aux employés actuels, ainsi qu'aux nouvelles recrues, qui revenaient du conflit. Ce programme a également procuré un soutien aux proches et aux collègues de ces personnes.

Intervention à la suite des séismes catastrophiques survenus en Türkiye



La BERD a rapidement porté son attention sur les séismes dévastateurs qui ont frappé le sud-est de la Türkiye le 6 février 2023.

L'impact a été immense, faisant plus de 50 000 morts et deux fois plus de blessés, causant des dégâts sur plus d'un demi-million de bâtiments et endommageant gravement les infrastructures d'énergie et de communication. Au moins 4 millions de personnes ont été déplacées.

Les PME ont été particulièrement touchées, leur personnel ayant péri ou s'étant déplacé vers des zones plus sûres.

L'épicentre des séismes se situait près de la frontière avec la Syrie, qui a également subi d'importants dégâts et des pertes humaines. La région turque touchée était déjà confrontée à d'importants défis, car c'est l'une des zones les moins développées du pays et elle accueille 1,7 million de réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie.

Après les séismes, la BERD a élaboré un plan d'intervention en quatre volets pour fournir à la Türkiye un financement destiné à l'aide d'urgence et à la reconstruction, d'un montant de 1,5 milliard d'euros sur deux ans.

Le premier et principal volet de ce plan consiste en un cadre d'intervention qui prévoit l'octroi, par l'intermédiaire de banques partenaires, de 600 millions d'euros de lignes de crédit aux entreprises et aux particuliers directement touchés par le sinistre, ainsi qu'aux entreprises associées aux activités de reprise après la catastrophe.

Dans le cadre de cette enveloppe, les décaissements en faveur des banques partenaires ont été rapidement organisés, dont 131 millions d'euros pour Isbank, 84 millions pour DenizBank et 176 millions en tranches égales pour Akbank, QNB Finansbank et Yapi Kredi.

Le deuxième volet de l'aide comprend le financement de la reconstruction d'infrastructures durables dans les villes touchées, la Banque s'appuyant sur son solide bilan de coopération avec les autorités locales d'Adana, de Gaziantep, de Hatay et de Mersin.

Une autre priorité concerne l'apport de liquidités au réseau ferroviaire. Des déficits de financement sont apparus du fait d'une perte de revenus survenue après l'introduction de la gratuité des chemins de fer dans la région touchée,

d'une augmentation des coûts d'exploitation liés au transport de l'aide, des équipes de secours et des équipements vitaux, et de l'urgente nécessité de réparer les infrastructures endommagées.

Le soutien de la Banque aux infrastructures va de pair avec un ambitieux programme politique qui vise à optimiser l'impact positif des nouveaux projets de construction et à créer des villes plus agréables à vivre en promouvant les meilleures normes environnementales, sociales et de gouvernance.

Le troisième volet du plan consiste à octroyer des fonds de roulement et des crédits d'investissement aux entreprises privées touchées, de manière à leur permettre de poursuivre leurs activités et d'aider à maintenir les moyens de subsistance de leurs employés.

Ce faisant, la Banque encourage les entreprises à acquérir des technologies nouvelles et vertes et à adopter une approche numérique. Elle les aide à reconstruire les chaînes de valeur locales et à remédier aux faiblesses du capital humain par le développement des compétences et de la main-d'œuvre.

Dans un quatrième volet, la BERD s'est employée à aider les PME qui, touchées par les séismes, n'ont pas pu reprendre leurs activités après l'impact initial.

Le Programme de conseil aux petites entreprises de la Banque aide ces entreprises à reconstruire les bâtiments, les actifs de production et les infrastructures endommagés, associant son savoir-faire traditionnel et son offre de conseil à des subventions qui couvriront 85 % des coûts de reconstruction et de réparation, à concurrence de 60 000 euros.

En 2023, la BERD a fourni, dans tous les secteurs de l'économie turque, un montant record de 2,48 milliards d'euros répartis entre 48 projets, ce qui représente une forte augmentation par rapport aux 1,63 milliard d'euros versés l'année précédente.



Lancement d'une intervention à la suite du séisme survenu au Maroc



Le séisme du 8 septembre 2023 a été le plus puissant que le Maroc ait connu depuis plus d'un siècle et le plus meurtrier depuis 1960, causant la perte de plus de 3 000 vies. Des dizaines de milliers de bâtiments ont été endommagés ou détruits. Les infrastructures sanitaires locales et de nombreuses écoles ont subi d'importants dommages.

La BERD a promptement réagi aux côtés de ses partenaires, dont la Banque européenne d'investissement et l'UE, et a dévoilé, fin octobre, un premier programme de secours et de préservation des moyens de subsistance, d'un montant de 250 millions d'euros, pour la période 2023-2025.

La Banque s'est employée à soutenir à la fois les secours immédiats et les efforts de reconstruction tout en aidant le gouvernement à accélérer le développement de la région touchée.

La BERD s'est attachée à appuyer un développement régional inclusif.

L'intervention comprend l'octroi, aux personnes et aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) touchées, de prêts par l'intermédiaire d'institutions financières partenaires (IFP), un apport de liquidités pour les infrastructures et les municipalités, ainsi que des subventions de conseil et de reconstruction pour les PME.

Pour appuyer un développement inclusif à plus long terme, la BERD encouragera les IFP à accroître l'accès au financement dans la région touchée et à promouvoir le développement du capital humain.

La Banque aide à reconstruire un secteur touristique et des chaînes de valeur agricoles résilients, à améliorer les principales infrastructures municipales et régionales et à diversifier l'économie par des investissements et des services de conseil.

Elle s'efforcera également d'alléger les problèmes de liquidités des entités nationales chargées de l'électricité, de l'eau, des routes et du logement par des facilités de trésorerie destinées à aider les autorités et les entreprises publiques à libérer, en cas de besoin, des ressources financières pour des opérations d'urgence.

Dans le secteur des PME, l'intervention de la BERD comprend une assistance technique destinée à compléter, par l'entremise des IFP, les lignes de crédit qu'elle propose dans le cadre de ses programmes en faveur des femmes et des jeunes entrepreneurs ; des services de conseil pour l'évaluation des besoins des PME en matière de reconstruction ; et l'octroi, à ces dernières, de subventions pour la reconstruction des bâtiments, des actifs de production et des infrastructures endommagées.

L'accent est également mis sur la formation, la requalification et le mentorat pour aider à gérer le changement, la continuité, la résilience et la réduction des risques.

Gestion de l'héritage de l'extraction d'uranium à l'ère soviétique en Asie centrale

En 2023, la sûreté nucléaire est restée une priorité de la BERD, qui a mis en œuvre plusieurs projets pour remédier à l'héritage de la contamination et de la pollution dues à la production, à l'époque soviétique, d'uranium en Asie centrale.

La Banque travaille depuis longtemps sur les questions de sûreté nucléaire, notamment sur le déclassement des anciennes centrales nucléaires d'Europe de l'Est, la gestion des déchets radioactifs et la remise en état des sites contaminés.

Elle a notamment mis en place et géré le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, qui a aidé l'Ukraine à stabiliser le site du réacteur 4 détruit de la centrale et à le rendre sûr sur le plan environnemental à la suite d'une explosion dévastatrice survenue en 1986.

Le Fonds de restauration de l'environnement, mis en place par l'UE en 2015 et géré par la BERD, est utilisé pour nettoyer sept sites prioritaires de contamination à l'uranium dans trois pays d'Asie centrale : Mailuu-Suu, Min-Kush et Shekaftar en République kirghize ; Degmay et Istiklol au Tadjikistan ; et Charkesar et Yangiabad en Ouzbékistan.

Ce travail crucial aidera à stabiliser les perspectives économiques de grandes parties de l'Asie centrale, renforçant les opportunités pour les entreprises et le tourisme et contribuant à améliorer la qualité de vie de millions de personnes.

Dès la fin de 2022, les sites kirghizes de Min-Kush et de Shekaftar avaient été entièrement assainis dans les délais et sans dépassement de budget, avec le soutien du Fonds de restauration de l'environnement, financé par l'UE, et des contributions de la Belgique, de l'Espagne, des États-Unis, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suisse.

En 2023, grâce à un financement de 23 millions d'euros, subvention la plus importante dans le cadre du Fonds de restauration de l'environnement à ce jour, les travaux ont débuté sur le troisième site kirghize de Mailuu-Suu, l'une des zones les plus vastes et les plus fortement contaminées par l'uranium de la région. Le but était d'empêcher les déchets toxiques de pénétrer dans la vallée de Fergana, principal centre agricole d'Asie centrale, où vivent plus de 15 millions de personnes.

La même année, il a été entrepris, en Ouzbékistan, de fermer les entrées des mines, de démolir les installations abandonnées utilisées pour le traitement du minerai d'uranium et de remettre en culture les zones de stériles dans les mines de Yangiabad, lieu à haut risque sismique, et de Charkesar, village d'environ 3 500 habitants.

Réalisation de nos priorités stratégiques



Appui à la transition vers une économie verte et à faible émission de carbone

●● Mobilisation de financements privés au service des objectifs de financement de l'action climatique

La BERD a continué, en 2023, de faire œuvre de pionnier dans la mobilisation de financements privés en faveur de l'action climatique. Elle a utilisé un modèle opérationnel combinant investissement et appui à l'élaboration des politiques pour libérer le financement requis dans le but d'aider à combler un déficit considérable en matière de financement de l'action climatique à l'échelle mondiale.

La Banque s'est attachée à appuyer la mise en place de « plateformes sectorielles nationales » destinées à créer le type de cadre réglementaire dans lequel le financement et l'assistance technique en matière de climat peuvent être les plus efficaces.

Le principal moteur est resté l'appui à la transformation systémique, les économies des régions de la BERD se rapprochant de leurs propres objectifs climatiques spécifiques.

Les financements accordés par la Banque à l'appui de la transition vers une économie verte ont atteint, pour l'année, un nouveau record de 6,5 milliards d'euros. La Banque a en outre mobilisé 1,67 milliard d'euros auprès d'autres investisseurs en faveur de projets verts.

Le financement de la transition vers une économie verte a représenté 50 % du total des investissements réalisés par la BERD en 2023. C'est la troisième fois consécutive que la Banque atteint son objectif, fixé pour 2025, de consacrer au moins la moitié de son financement annuel à la transition vers une économie verte. Ce résultat a été obtenu au cours d'une année où la Banque a renforcé son soutien à l'Ukraine en lui accordant d'importants financements non verts sous forme de liquidités.

Investissement total dans la transition vers une économie verte (TEV) en 2023 :

6,5 milliards d'euros¹⁵

Part des activités au titre de la TEV dans le VAIB en 2023 :

50 %

Financement en 2023 de l'atténuation du changement climatique :

6,2 milliards d'euros

Financement en 2023 de l'adaptation aux effets du changement climatique :

372 millions d'euros

Financement d'autres activités environnementales durant l'année :

918 millions d'euros



¹⁵ Les chiffres relatifs aux activités d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets et aux autres activités environnementales s'élèvent à plus de 6,5 milliards d'euros, car certains projets présentent des avantages multiples.

La Banque a continué de privilégier le développement des sources d'énergie renouvelables afin d'accélérer l'avènement d'un avenir à faible émission de carbone pour ses régions en transformant les mégawatts de capacité installée de production d'énergie renouvelable en gigawatts.

Le développement des énergies renouvelables est l'un des principaux objectifs de la nouvelle Stratégie sectorielle pour l'énergie que la Banque a publiée à la fin de l'année. Cette stratégie souligne également la nécessité de mettre en place des systèmes énergétiques résilients, efficaces, inclusifs et adaptés au changement climatique, d'accroître l'efficacité énergétique et de promouvoir une transition juste et inclusive.

L'année a marqué, pour la BERD, une étape importante sur la voie du financement de l'action climatique. Depuis le début de l'année 2023, toutes ses activités sont alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique, et elle a réalisé de nouveaux progrès dans cette voie au cours de l'année.

● Une plateforme « holistique » en réponse au défi climatique

En 2023, la BERD a fait évoluer son approche de « plateforme sectorielle nationale » pour optimiser son impact en associant la prise en charge des programmes climatiques par les pays à une combinaison de financement et de soutien à l'élaboration des politiques, ainsi qu'à un financement concessionnel et à une assistance technique.

L'exemple le plus frappant de cette approche est le rôle que la Banque joue dans le volet énergétique soutenu par les donateurs¹⁶ du programme égyptien Nexus eau-alimentation-énergie (NWFE), ambitieux plan dévoilé en 2022 qui vise à développer de nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable et à abandonner les capacités inefficaces de production d'électricité à partir de pétrole et de gaz.

En avril 2023, la BERD a lancé, dans le cadre du programme NWFE, son premier projet, à savoir un prêt BERD/Fonds vert pour le climat pour le plus grand parc éolien d'Afrique, nouvelle installation qui, dans la région du golfe de Suez, en Égypte, devrait réduire les émissions de CO₂ d'environ 1 million de tonnes par an.

La BERD propose également une assistance technique, y compris une approche de transition juste et un plan directeur de déclasserement, pour la fermeture définitive de douze centrales thermiques, ainsi qu'un plan d'action pour la mise en place de chaînes d'approvisionnement vertes.

En outre, elle s'emploiera, dans le cadre du programme NWFE, à obtenir un soutien technique et un financement pour renforcer le réseau et aider l'Égypte dans la réalisation des objectifs de sa contribution déterminée au niveau national actualisée, à savoir les engagements que le pays a contractés dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique.

Fort de l'expérience qu'elle a acquise dans le cadre du programme NWFE, la BERD a annoncé appuyer la plateforme d'investissement pour une transition juste de la Macédoine du Nord, lancée lors de la conférence sur le climat COP28, à Dubaï, en décembre 2023.

Financement des énergies renouvelables :

1,6 milliard d'euros

Financement de l'efficacité énergétique :

3,4 milliards d'euros

Capacité de production d'énergie renouvelable que la BERD s'est engagée, en 2023, à financer :

5 117 MW

Réduction annuelle attendue des émissions de CO₂ grâce aux investissements de la BERD en 2023 :

10,71 millions de tonnes

Montant estimé de la mobilisation annuelle pour la TEV :

1,67 milliard d'euro

● Amélioration du processus d'alignement sur l'Accord de Paris

Une fois que toutes les nouvelles activités de la BERD ont été alignées sur l'Accord de Paris, c'est-à-dire à partir du début de l'année 2023, la Banque a continué d'utiliser ce cadre pour encourager ses partenaires et leurs clients à aligner les leurs.

En décembre 2022, la banque jordanienne Bank al-Etihad est devenue la première banque partenaire de la BERD à s'engager à élaborer un plan de transition dans le cadre de l'approche adoptée par la Banque en matière d'alignement sur l'Accord de Paris. D'autres banques ont fait de même en 2023 et, à la fin de l'année, sept clients avaient signé des accords de plans de transition conformes à la méthode d'alignement adoptée par la BERD.

Il a été lancé des programmes nationaux pour les institutions financières partenaires établies au Maroc et en Arménie, ainsi que cinq projets de coopération technique destinés à aider les IFP à renforcer leur gestion des risques climatiques et leur gouvernance climatique.

Dans le cadre de son Mécanisme de gouvernance climatique des entreprises, lancé en 2022, la BERD fournit des services de conseil aux clients qui s'engagent à renforcer leurs pratiques en matière de gouvernance climatique, de planification de la transition et de divulgation de l'information.

Les banques partenaires locales sont essentielles pour aider la Banque à mener à bien son travail sur le terrain ; aussi la BERD a-t-elle, en 2023, continué de promouvoir le programme

¹⁶ Le volet énergétique du programme NWFE bénéficie d'un soutien international sous forme de subventions et de financements concessionnels de la part d'un consortium de partenaires, tels que la Commission européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Danemark, ainsi que de donateurs du Partenariat pour une action climatique à fort impact de la BERD, à savoir l'Autriche, l'Espagne, la Finlande, le Fonds de développement et de coopération internationale de Taïwan (Taïwan ICDF), les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse.

zéro carbone par leur intermédiaire. Le financement vert qu'elle a fourni via le système bancaire, y compris le Programme de financement d'une économie verte (PFEV), a augmenté pour atteindre 2,4 milliards d'euros, contre 2,2 milliards d'euros en 2022.

L'une des transactions à noter dans le secteur des énergies renouvelables a été le financement, en Pologne, d'un parc éolien en mer de 1,1 GW, qui était non seulement le premier investissement de la Banque dans l'éolien en mer, mais aussi la première installation éolienne en mer dans le pays et un grand pas en avant pour l'ensemble de la région de la mer Baltique.

La BERD a également accru son soutien aux processus de mise aux enchères pour contribuer à obtenir des prix plus compétitifs pour les énergies renouvelables, avec des projets clés en Asie centrale et dans les Balkans occidentaux.

●● Renforcement du soutien au Programme pour des villes vertes

La Banque a poursuivi, en 2023, le déploiement de son Programme pour des villes vertes, signant 20 projets. Cela a porté à 2,7 milliards d'euros le montant total investi depuis 2016 dans des infrastructures durables dans le cadre dudit programme et devrait permettre de réduire les émissions de CO₂ de 4 635 tonnes par an, ce qui équivaut à retirer de la circulation plus d'un million de véhicules à moteur à combustion interne chaque année. Soixante villes participent désormais au programme.

●● Des marchés de capitaux plus verts

Les marchés de capitaux ont joué un rôle croissant dans la mise en œuvre du programme vert. La BERD a investi dans une obligation liée à la durabilité émise par la plus grande entreprise de services publics de Croatie, première obligation de ce type émise par une municipalité ou une entreprise publique dans le pays.

La Banque a également soutenu la mise au point de produits verts sur le marché des capitaux en Égypte en investissant dans une obligation émise indirectement par la New Urban Communities Authority, qui conçoit des villes nouvelles et modernes.

●● Protection de la biodiversité et de la nature

Le déclin de la biodiversité continuant de présenter d'importants risques pour les économies et les moyens de subsistance des populations des régions de la BERD, cette dernière a renforcé son soutien au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, adopté en décembre 2022 dans le but d'enrayer et d'inverser la perte de biodiversité d'ici à la fin de la décennie.

À la COP28, la BERD a lancé sa nouvelle approche de la nature, s'appuyant sur son bilan pour ce qui est d'identifier, de réduire et d'atténuer les effets de ses projets sur la biodiversité.

Études de cas

●● Capacité de production d'énergie renouvelable de la Pologne accrue grâce à un investissement historique de la BERD



La Pologne a augmenté sa capacité de production d'énergie renouvelable grâce au financement historique accordé par la BERD au projet de parc éolien en mer Baltic Power de 1,1 GW, première installation éolienne en mer de Pologne et premier investissement de la BERD dans l'éolien en mer. Cette installation devrait produire l'équivalent de 4 000 GWh d'électricité, soit environ 2 à 3 % de la production actuelle d'électricité de la Pologne, et contribuer à éviter environ 2,8 millions de tonnes d'émissions de CO₂ par an.

●● Innovation avec un projet éolien au Kazakhstan



La Banque a soutenu un pas important franchi par le Kazakhstan pour devenir neutre en carbone d'ici à 2060 en finançant une centrale éolienne de 100 MW, premier projet éolien que la BERD met en œuvre dans le cadre du système d'enchères adopté par le pays pour les énergies renouvelables. Cet investissement, qui comprend un engagement à promouvoir l'accès des femmes à l'emploi et aux compétences vertes, devrait permettre de réduire les émissions annuelles de CO₂ d'environ 212 000 tonnes.

Études de cas



●● Promotion de l'économie circulaire en Türkiye grâce à une usine pionnière de production de résine époxyde



La Banque a encouragé l'économie circulaire en Türkiye en finançant le projet de la société de matériaux chimiques Akkim visant à construire la première usine de production de résine époxyde du pays. Cet investissement permettra de réduire les émissions de CO₂ provenant du processus de production en utilisant des matières premières renouvelables plutôt que des ressources fossiles.

●● Promotion de la production d'énergie verte grâce à un financement pour le recyclage des déchets électroniques en Pologne



Le financement accordé par la BERD à Elemental, entreprise polonaise de traitement des déchets, a contribué à mettre en place une installation de recyclage des ferrailles et des batteries au lithium-ion provenant de véhicules électroniques et d'autres appareils tels que les smartphones et les ordinateurs portables. Ces fonds serviront à financer des panneaux solaires photovoltaïques d'une capacité installée de 37 MW, ce qui sera bénéfique à l'environnement.

●● Appui à l'économie circulaire en Azerbaïdjan



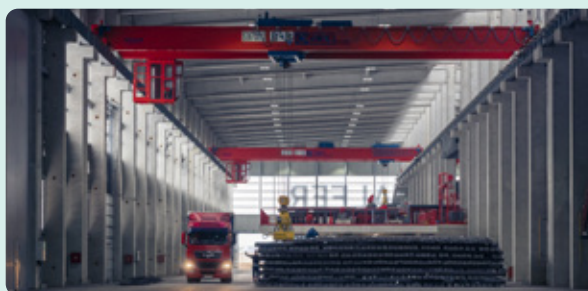
La BERD a donné un coup de pouce à l'économie circulaire de l'Azerbaïdjan en accordant au producteur et exportateur de plomb Az-Lead un prêt qui permettra de financer une augmentation de la capacité de recyclage et de raffinage de l'entreprise et d'améliorer ses taux de récupération du plomb. L'UE a également soutenu le projet, conformément à son Plan d'action pour une économie circulaire.

●● Financement d'une nouvelle capacité de 1 GW pour faire progresser le programme ouzbek en matière d'énergies renouvelables



En 2023, la BERD a financé 1 GW d'énergies renouvelables en Ouzbékistan, finançant la construction de trois centrales solaires d'une capacité de production combinée de 900 MW et d'une centrale éolienne de 100 MW à Nukus, dans l'ouest du pays. La Banque s'est associée aux autorités pour fournir 2 000 MW d'énergie éolienne au moyen d'appels d'offres concurrentiels.

●● Des procédés de production d'acier plus écologiques en Serbie grâce à la modernisation de l'aciérie



Un prêt destiné à couvrir les dépenses d'investissement de l'aciérie serbe Metalfer permettra à l'entreprise d'accroître son efficacité énergétique en améliorant le traitement et l'apport de ferraille, en réduisant la dissipation de la chaleur et en modernisant le traitement des produits semi-finis. Ce prêt financera également une mini-centrale solaire photovoltaïque, qui produira jusqu'à 4 MW d'énergie renouvelable pour les besoins de production de l'entreprise.

●● Financement des investissements verts d'une entreprise marocaine d'emballage



La BERD a encouragé les investissements verts du fabricant marocain d'emballages Multisac en lui accordant un prêt de 15 millions d'euros destiné à financer la construction d'une nouvelle usine verte et l'introduction de films d'emballage souples réutilisables et recyclables à faible empreinte carbone.

Études de cas

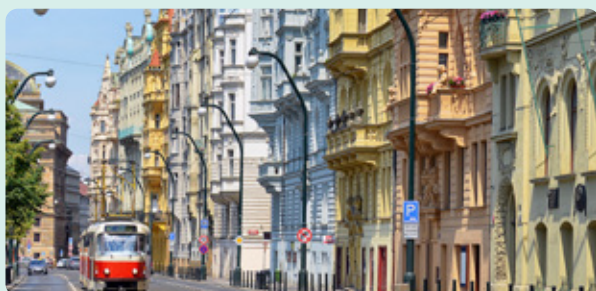


● Premier financement lié à la durabilité accordé par la Banque dans les Balkans occidentaux



Le prêt au fabricant kosovar d'eau en bouteille Uje Rugove a été le premier financement lié à la durabilité accordé par la BERD dans les Balkans occidentaux. Ce projet a aidé Rugove à étendre sa présence sur ses marchés tout en fixant des objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance, notamment l'amélioration de l'utilisation de l'eau, la réduction des déchets, l'égalité des genres et l'égalité des chances.

● Promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur de l'immobilier résidentiel en Tchéquie



Un prêt de 110 millions d'euros accordé à Heimstaden Bostad, propriétaire du plus grand portefeuille de logements locatifs privés en Tchéquie, permettra d'améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur de l'immobilier résidentiel. Heimstaden se joindra également à une initiative lancée par la Banque et le Czech Green Building Council pour contribuer à l'élaboration d'une stratégie nationale de décarbonation.

● Renforcement de la capacité solaire en Croatie grâce au premier investissement réalisé par la BERD dans le cadre du programme InvestEU



En finançant la construction d'une capacité solaire de 30 MW, la BERD a lancé son premier projet relevant du programme InvestEU et son premier investissement dans l'énergie solaire photovoltaïque en Croatie. Les risques associés à l'achat d'électricité sur le marché (c'est-à-dire en dehors de tout programme de soutien aux énergies renouvelables) seront atténués par l'intervention d'InvestEU, qui appuie, par des garanties, l'investissement dans des projets répondant aux objectifs de l'UE.

● Passage à l'énergie solaire pour la première chaîne de magasins du Monténégro



Voli, principale chaîne de distribution alimentaire du Monténégro, lutte contre le changement climatique en adoptant des sources d'énergie renouvelables grâce à un prêt de la BERD destiné à financer des panneaux solaires d'une capacité maximale de 4 MW et des bornes de recharge pour véhicules électriques dans ses installations et ses centres logistiques. Le fonds autrichien DRIVE a financé l'étude de faisabilité de ce projet.

● Réduction des risques d'inondation dans la capitale de la Moldova et diminution de la pollution



La participation de la BERD à un montage financier de 20 millions d'euros pour la capitale de la Moldova, Chişinău, a soutenu les efforts visant à réduire le risque d'inondation par la rivière Bîc. Mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action pour une ville verte de Chişinău, ce projet est le premier de la Banque à apporter une solution fondée sur la nature. Il aide également à réduire les niveaux de pollution et à rendre les abords de la rivière plus attrayants.

● Des logements verts et abordables à Oulan-Bator



Un prêt de 20 millions de dollars ÉU (18 millions d'euros) en Mongolie est utilisé pour financer la conception et la construction d'environ 70 unités de logements à faible émission de carbone et résistantes au changement climatique dans la capitale Oulan-Bator. Ce projet vise à relever les principaux défis environnementaux de la ville que sont la mauvaise qualité de l'air, la qualité de l'eau et les effets du changement climatique, tels qu'ils ont été recensés dans son Plan d'action pour une ville verte.

Études de cas



●● Réduction des émissions de CO₂ grâce au financement du plus grand parc éolien d'Afrique



Un prêt BERD/Fonds vert pour le climat a permis de financer le plus grand parc éolien d'Afrique, nouvelle installation dans la région du golfe de Suez, en Égypte, qui devrait réduire les émissions de CO₂ d'environ 1 million de tonnes par an. Il s'agit du premier projet mené dans le cadre du programme égyptien NWFE, initiative politique d'envergure conçue en tandem avec la BERD.

●● Prêt de 10 millions d'euros accordé par la BERD pour améliorer l'efficacité énergétique en Lituanie



Un nouveau prêt de la BERD à l'Agence lituanienne de développement des investissements publics (VIPA) finance d'importantes rénovations d'immeubles à appartements multiples, augmentant l'efficacité des bâtiments et améliorant l'efficacité énergétique dans un pays qui a subi, du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une forte pression due à la hausse des prix de l'énergie et des prix à la consommation.

●● Obligation liée à la durabilité : une première en Croatie



La BERD a investi dans une obligation liée à la durabilité émise par la plus grande entreprise de services publics de Croatie, première obligation de ce type émise par une municipalité ou une entreprise publique du pays. Les obligations liées à la durabilité obligent les émetteurs à atteindre des objectifs spécifiques de performance en matière de durabilité, ce qui, dans le cas de Zagrebacki Holding, permettra d'améliorer la gestion des déchets municipaux et d'accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans la capitale croate.

●● Amélioration de la sécurité énergétique et de la résilience climatique du Kirghizistan par la modernisation d'une centrale hydroélectrique



Le financement accordé par la BERD pour moderniser la centrale hydroélectrique de Lebedinovskaya (7,6 MW), en République kirghize, améliorera la sécurité énergétique du pays et renforcera sa résilience climatique. Ce projet aidera non seulement à réduire les risques hydrologiques, mais aussi à élaborer un cadre réglementaire pour le secteur des énergies renouvelables.

●● Réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à un investissement en faveur du promoteur polonais d'énergies renouvelables R.Power



La participation, à hauteur de 75 millions d'euros, de la BERD à une augmentation de capital de R.Power, promoteur privé polonais d'énergies renouvelables, qui connaît une croissance rapide, aidera l'entreprise à déployer sa capacité en matière d'énergies renouvelables et à atteindre, dans les deux prochaines années, un portefeuille d'exploitation solaire photovoltaïque de 1 GW dans l'ensemble de l'UE, ce qui permettra de réaliser d'importantes économies en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

●● Amélioration de la qualité de l'eau potable au Maroc



Un prêt de 12 millions d'euros en monnaie locale à la région de Guelmim-Oued Noun, au Maroc, finance des investissements destinés à améliorer l'approvisionnement des zones rurales en eau potable et à moderniser quatre stations d'épuration existantes. Lancement la participation de la région au Programme pour des villes vertes de la BERD, cette opération est également le premier prêt municipal accordé par la Banque à une région du Maroc.

Réalisation de nos priorités stratégiques



Promotion de l'égalité des chances

●● Les défis géopolitiques et les catastrophes naturelles stimulent la demande d'un soutien inclusif de la BERD

Les catastrophes naturelles et les crises géopolitiques devenant de plus en plus fréquentes et intenses, il n'a jamais été aussi important, pour la BERD, de protéger le capital humain et de promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion économique. La Banque a réagi rapidement à la menace immédiate qui pèse sur les moyens de subsistance et le bien-être économique des sociétés touchées.

Alors que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine entrainait dans sa deuxième année, l'accent a été mis sur l'impact de l'agression militaire sur le plan humain.

Après les séismes dévastateurs qui ont frappé la Türkiye et le Maroc, la Banque s'est attachée à soutenir le capital humain et à aider les particuliers et les entreprises à faire face aux conséquences de la catastrophe.

La Banque a relevé le défi de veiller à ce que les femmes, les hommes et les enfants de ses régions d'opérations puissent bénéficier de financements et d'un soutien, tant dans les pays confrontés à de graves problèmes que dans tous les autres où elle investit.

La BERD a continué d'exécuter des projets dans le cadre de sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des genres 2021-2025 et de sa Stratégie pour l'égalité des chances 2021-2025, l'inclusion étant l'un des trois piliers de son Cadre stratégique et capitalistique (au même titre que la promotion d'une économie verte et l'accélération de la transition numérique).

🔄 Nombre total de projets en 2023 associés à un objectif inclusif et/ou intégrant une additionnalité relative au genre :

245

🔄 Projets tenant compte de la dimension de genre (Gender SMART¹⁷) en 2023 :

204

🔄 Opérations Gender SMART en pourcentage du nombre total de projets signés en 2023 :

44 %

🔄 Nombre d'opérations d'investissement en 2023 associées à un objectif inclusif :

141



17 « Gender SMART » est un processus visant à permettre la prise en compte systématique de la dimension de genre dans les projets de la BERD.

Promotion de l'égalité des chances



La Banque a enregistré une part record d'investissements Gender SMART de 44 % en 2023, contre 37 % en 2022, dépassant ainsi largement son objectif de 30 %.

Elle a également affiché un nombre record d'investissements en faveur de l'égalité des chances, avec 141 opérations contre 105 en 2022, ce qui porte leur part à 30 % du volume annuel.

La Banque continue de financer les femmes entrepreneures au moyen d'un programme dédié, le montant total des financements dépassant pour la première fois 1 milliard d'euros.

Plus de 210 millions d'euros ont été investis dans le cadre du Programme en faveur des femmes entrepreneures en 2023 et d'importants changements ont été apportés aux initiatives existantes. Par exemple, au Maroc, des fonds supplémentaires ont été mis à disposition pour soutenir les femmes touchées par le séisme d'Al Haouz, tandis qu'en Asie centrale, un volet numérique a été ajouté pour encourager les femmes à investir dans les technologies transformatrices.

Le Programme en faveur des jeunes entrepreneurs a continué de s'étendre et a été lancé, en décembre 2023, en Asie centrale après un déploiement réussi, en 2022, dans les Balkans occidentaux, au Maroc et en Égypte. Il vise à aider les MPME dirigées ou détenues par des jeunes de moins de 35 ans à développer leur activité, en améliorant leur accès au financement, au savoir-faire et aux compétences non financières.

Dans ce cadre, la BERD a fourni, au cours de l'année, 44 millions d'euros supplémentaires, contribuant ainsi à atténuer les obstacles au financement rencontrés par les jeunes entrepreneurs.

Il est à noter qu'en 2023, une nouvelle initiative a été annoncée, lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI tenues à Marrakech, destinée à éliminer les obstacles auxquels se heurtent les femmes qui souhaitent créer une nouvelle entreprise ou développer leur activité.

L'Initiative de financement des femmes entrepreneures, qui soutient les femmes chefs d'entreprise, a fourni à la BERD 5 millions de dollars EU (4,5 millions d'euros) pour lancer un nouveau programme d'action destiné aux femmes.

Une autre tendance clé, en 2023, a été l'intégration plus poussée de l'inclusion dans les objectifs verts de la BERD.

La garantie d'une transition juste a également été un élément clé du travail que la Banque a mené avec l'Égypte dans le cadre du programme NWF. La transition juste n'est qu'un élément

du programme plus large que la BERD met en œuvre pour intégrer plus profondément les facteurs d'inclusion et de genre dans la mise en place d'une économie à faible émission de carbone. Ce programme comprend le développement de compétences vertes pour tous, la promotion de la résilience et de nouvelles normes de compétences, l'élargissement des réseaux et des opportunités pour les femmes et l'amélioration des capacités pour ce qui est de l'efficacité énergétique.

En 2023, la Banque a commencé à mettre en œuvre des projets dans le cadre de son outil de promotion de l'égalité des genres dans l'action climatique, lancé lors de la COP27 à Charm el-Cheikh, en Égypte, en 2022.

●● Un soutien inclusif aux régions en crise

Alors que la guerre en Ukraine se poursuivait, la BERD s'est employée à aider le pays à défendre ses moyens de subsistance menacés tout en participant au renforcement de sa résilience pour lui permettre d'affronter plus efficacement les défis à venir.

Les financements ont continué d'affluer vers les municipalités, assurant la fourniture de services essentiels (en particulier dans les villes qui accueillent des réfugiés fuyant le conflit), ainsi que vers les entreprises privées, y compris les entreprises agroalimentaires, pour maintenir l'approvisionnement en denrées alimentaires.

La Banque a spécifiquement aidé à réinsérer les Ukrainiens sur le marché du travail, en trouvant des postes pour les soldats démobilisés, y compris ceux souffrant de handicaps et de blessures psychologiques, ainsi que pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays ou gravement touchées par la guerre. Plus de 1,4 million de personnes en âge de travailler avaient été mobilisées dans les forces armées ukrainiennes en octobre 2023. Le nombre d'anciens combattants s'élève à 800 000 à ce jour et devrait atteindre entre 3 et 5 millions d'ici à la fin de la guerre.

Comme en Ukraine, l'action menée par la BERD à la suite des séismes survenus en Türkiye et au Maroc a porté sur les conséquences humaines des catastrophes, et s'est traduite par un appui à l'aide d'urgence, au redressement et à la reconstruction.



Études de cas



●● L'égalité des genres et l'action climatique au cœur d'un prêt à l'agro-industrie turque



Un prêt accordé au producteur turc de denrées alimentaires Yayla Agro a permis de financer le passage à une énergie plus verte et l'achat d'équipements à haut rendement énergétique. Yayla a également été le premier client agro-industriel de la BERD en Türkiye à appliquer l'outil de promotion de l'égalité des genres dans l'action climatique, profitant du projet pour introduire un programme de développement des compétences destiné à accroître la part des femmes dans les emplois manuels et à assurer la parité femmes-hommes dans la formation.

●● Appui à la requalification alors que la Serbie passe à l'énergie éolienne et solaire



Le financement accordé à la compagnie d'électricité serbe EPS a permis à cette dernière de faire face à la flambée des prix de l'électricité importée. Ce projet comprend l'élaboration d'un plan d'action pour la décarbonation assorti d'une stratégie d'élimination progressive du charbon et d'intensification du passage à l'énergie éolienne et solaire. Il prévoit des possibilités de requalification de la main-d'œuvre touchée par la transition vers une économie verte.

●● Promotion de l'emploi pour les femmes et les jeunes en Türkiye grâce à un prêt accordé à un groupe spécialisé dans les énergies renouvelables



Un montage financier destiné à Borusan EnBW Enerji, important groupe turc spécialisé dans les énergies renouvelables, appuiera le programme vert du pays en encourageant l'investissement dans des sources d'énergie durables. Il permettra également d'améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux compétences et aux possibilités d'emploi dans ce domaine en facilitant la transition des futurs spécialistes et techniciens des énergies renouvelables entre l'école et le monde du travail.

●● Facilitation des prêts aux PME dans les régions ouzbèkes mal desservies et promotion de l'inclusion financière



Un prêt d'un montant maximum de 25 millions de dollars EU (23 millions d'euros) accordé à la banque ouzbèke Sanoat Qurilish aide cette dernière à se financer et permet de développer les prêts en monnaie locale aux PME dans les régions mal desservies du pays, favorisant ainsi une plus grande inclusion financière des entrepreneurs dans les zones difficiles d'accès. Ce nouveau mécanisme aidera à combler un déficit de prêt particulièrement prononcé pour les entreprises situées hors de Tachkent, la capitale.

●● Centrale à biomasse en Türkiye : création d'emplois pour les femmes et réduction des émissions de CO₂



Le financement accordé au groupe spécialisé dans les énergies renouvelables Mav Elektrik pour la centrale électrique fonctionnant à la biomasse d'Arikcayiri, première centrale de ce type en Türkiye à être alimentée par des déchets de volaille, favorise l'accès des femmes à l'emploi dans un secteur dominé par les hommes en introduisant des politiques et des pratiques axées sur l'égalité des chances, tout en accroissant la capacité de production d'énergie renouvelable et en réduisant les émissions de CO₂.

●● De nouveaux trolleybus verts à Vilnius pour une meilleure inclusion



Le financement accordé par la BERD pour l'achat de trolleybus à Vilnius a favorisé le passage à des transports plus propres dans la capitale lituanienne. Les nouveaux véhicules offrent également un meilleur accès aux passagers à faible mobilité, notamment aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap et aux aidants. Ce projet prévoit une formation destinée à promouvoir l'égalité des chances en matière de compétences et d'emploi.

Études de cas



- **Promotion du programme bas carbone et des possibilités d'emploi grâce à un investissement dans une obligation kazakhe**



Le financement issu d'un investissement de la BERD dans une obligation en monnaie locale émise par l'opérateur de réseau électrique kazakh KEGOC permettra de réduire les pertes dues au transport d'électricité, d'améliorer l'efficacité du réseau et d'accroître l'utilisation des énergies renouvelables. Ce projet introduit un nouveau programme de formation reproductible et accrédité au niveau national qui doit doter les jeunes des compétences numériques nécessaires au secteur de l'électricité.

- **Intensification du recrutement et de la formation de travailleurs handicapés par le géant turc du commerce de détail DeFacto**



Le groupe turc de commerce de détail DeFacto utilisera les fonds provenant d'un investissement de la BERD pour transformer ses ressources humaines afin de répondre aux besoins de recrutement et de formation de travailleurs handicapés. DeFacto vise à porter à 5 % la part de travailleurs handicapés dans l'ensemble de ses activités. Cet investissement permettra également de promouvoir les pratiques d'égalité des genres au sein de l'entreprise.

- **Amélioration de l'égalité des genres grâce à un déploiement plus large de véhicules électriques en Türkiye**



Un prêt de la BERD à la société de distribution d'électricité Enerjisa Enerji a contribué à financer le développement de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques en Türkiye et la modernisation du réseau électrique du pays. Enerjisa a également intégré des considérations de genre dans ses pratiques de gouvernance et mettra en œuvre un programme de sensibilisation destiné à accroître le nombre de femmes ayant, en matière de climat, des compétences utiles sur le marché de ce secteur.

- **Réduction des émissions de GES et création d'emplois pour les femmes dans une entreprise turque de biscuits**



Un prêt lié à la durabilité accordé à l'entreprise turque de biscuits Ulker contribuera à réduire les émissions de GES produites par ses propres activités et sa chaîne d'approvisionnement, et à améliorer l'efficacité de son utilisation de l'eau et son taux de recyclage des déchets. Ulker s'efforce également d'accroître la représentation des femmes dans l'ensemble de ses activités et de favoriser l'évolution de leur carrière au sein de l'entreprise.

- **Renforcement de la sécurité énergétique et développement de nouvelles compétences en Macédoine du Nord**



Un prêt accordé à l'entreprise publique d'électricité de Macédoine du Nord, ESM, a renforcé la sécurité énergétique en fournissant à l'entreprise des fonds de roulement et en finançant ses importations d'électricité. ESM offre des opportunités à de jeunes travailleurs grâce à un programme de formation accrédité qui leur permet d'acquérir des compétences adaptées au marché dans des domaines tels que le commerce de l'électricité et la gestion de projets, facilitant ainsi une transition juste vers une économie à faible émission de carbone.

- **De nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes grâce à un prêt en faveur des énergies renouvelables accordé à un producteur d'électricité turc**

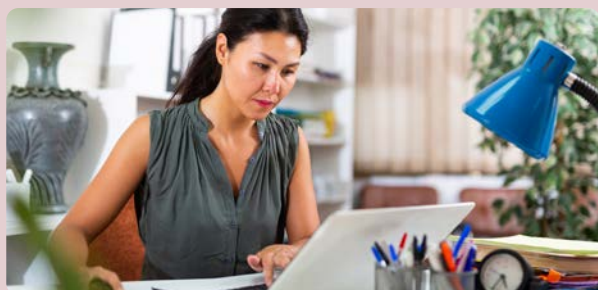


Un prêt accordé au producteur d'électricité Enerjisa Enerji Uretim a permis de financer l'expansion de son portefeuille éolien. Les projets de l'entreprise permettront d'éviter, chaque année, le rejet de 52 000 tonnes d'émissions de CO₂ par le réseau électrique turc. L'entreprise promeut également l'emploi des jeunes en collaborant avec des établissements de formation locaux pour aider les jeunes à acquérir des compétences utiles sur le marché des énergies durables.

Études de cas



●● Appui aux femmes entrepreneures au Kazakhstan et promotion de l'investissement vert



Un prêt de 35 millions de dollars ÉU (32 millions d'euros) accordé au principal microprêteur du Kazakhstan, KMF, a permis de promouvoir l'esprit d'entreprise et l'activité commerciale des femmes en leur facilitant l'accès au financement, au savoir-faire et aux conseils techniques. Au moins 10 % des prêts accordés par KMF viseront à réduire la consommation d'énergie, encourageront l'utilisation d'énergies renouvelables et aideront les entreprises locales à adopter des technologies vertes.

●● De nouvelles perspectives d'acquisition de compétences grâce à un projet pionnier de gestion des déchets en Macédoine du Nord



Avec l'appui de la BERD, la Macédoine du Nord a mis en place son premier programme national de gestion des déchets solides, introduisant des services conformes aux normes de l'UE pour plus d'un million de résidents de cinq régions administratives. Soutenu par des donateurs comme la Suisse, la Suède et le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (CIBO), ce projet comprend l'intégration de critères de passation de marchés inclusifs, ce qui permet de créer des perspectives d'acquisition de compétences et d'emploi pour les groupes mal desservis.

●● Développement des compétences dans le secteur ferroviaire serbe



Un prêt de la BERD à l'opérateur public serbe de transport ferroviaire de passagers Serbia Voz appuiera l'achat de matériel roulant supplémentaire et accroîtra l'efficacité des services de transport de passagers. Il aidera également à améliorer les pratiques en matière de politiques relatives au développement des compétences dans le secteur ferroviaire afin de créer une main-d'œuvre capable de relever les futurs défis professionnels.



Réalisation de nos priorités stratégiques



Accélération de la transition numérique

●● Mise en œuvre de la transformation numérique

La Banque a accéléré, en 2023, la mise en œuvre de projets destinés à promouvoir le programme numérique, en s'appuyant sur les travaux qu'elle a menés depuis le lancement de sa publication intitulée *Approach to accelerating the digital transition, 2021-25*.

Pilier essentiel de son actuelle stratégie quinquennale, la transformation numérique est, pour la BERD, un moyen de plus en plus important de s'acquitter de son mandat de transition.

À cette fin, la Banque déploie toute sa panoplie d'investissements, de conseils stratégiques et de services de conseil pour faciliter :

- les fondations d'une économie numérique durable et inclusive, en favorisant des politiques et réglementations adaptées, l'accès à la connectivité par la création d'infrastructures et une main-d'œuvre qualifiée ;
- l'adaptation des services, actifs, processus opérationnels et chaînes de valeur numériques des organisations ;
- l'innovation en promouvant des écosystèmes favorables aux entreprises en phase de démarrage et en répondant aux besoins de financement spécifiques par le biais de prêts et de prises de participation directes et indirectes.

✦ Nombre de projets comportant, en 2023, une composante numérique :

47

✦ Nombre d'activités en matière de politiques numériques :

47

✦ Nombre de services de conseil locaux appuyant la transformation numérique des PME :

843





En 2023, deuxième année de mise en œuvre de l'approche numérique, la Banque a signé 47 investissements comportant une composante numérique (contre 36 en 2022), mené 47 activités en matière de politiques numériques (contre 50 en 2022) et assuré quelque 843 services de conseil locaux (contre 851 en 2022) pour appuyer la transformation numérique des PME.

Parmi les principales initiatives de 2023, on citera l'introduction :

- du cadre d'agilité numérique des entreprises, qui vise à mettre en place un réseau résilient d'instruments numériques pour les secteurs public et privé d'Ukraine. Cette initiative aidera les entreprises à obtenir des licences en ligne et les PME à migrer leur contenu vers le cloud ;
- du programme de résilience en matière de cybersécurité, qui vise à évaluer les cyber-risques associés aux investissements de la BERD et à proposer des mesures d'atténuation appropriées, à aider les clients à mettre en œuvre ces mesures et à investir dans le secteur de la cybersécurité en tant que garantie à long terme de cyber-résilience économique et sociale. L'Ukraine et les autres pays touchés par l'invasion russe ont été les premiers à bénéficier de ce programme ;
- de l'initiative de numérisation des villes, approche holistique visant à déceler les possibilités d'investissement dans des projets et capacités numériques en milieu urbain. Le projet pilote de cette initiative a été mis en œuvre dans la ville turque d'Izmir, où une carte a été élaborée pour mettre en évidence les possibilités d'accroître la numérisation urbaine ;
- de l'outil d'évaluation des chaînes de valeur numériques, qui porte sur la numérisation des entreprises clientes de la BERD et de leur écosystème de fournisseurs et de distributeurs. Cet outil interactif aide les entreprises clientes et les grandes PME du portefeuille de la Banque à évaluer la numérisation de leur chaîne d'approvisionnement et à en combler les lacunes.

Un certain nombre de projets pilotes remarquables en matière d'adaptation pourraient être transposés à plus grande échelle. Il s'agit notamment des projets suivants :

- le programme Vers le numérique appuyé par l'UE en Bosnie-Herzégovine, qui, en 2022 et 2023, a fourni 40 millions d'euros à des PME investissant dans la numérisation des processus opérationnels. Le financement total disponible dans le cadre de ce programme a été augmenté de 10 millions d'euros au troisième trimestre de 2023 grâce à des fonds de donateurs supplémentaires provenant de la délégation de l'UE en Bosnie-Herzégovine. En 2024, ce projet pilote sera reproduit au niveau régional via le programme Vers le numérique dans les Balkans occidentaux. Des fonds de 27,6 millions d'euros ont déjà été obtenus au titre du CIBO pour 150 millions d'euros de prêts ;
- une nouvelle composante de numérisation du Programme en faveur des femmes entrepreneures, qui incorpore des lignes de crédit spécifiques que la BERD accorde aux IFP. Le but est d'inciter financièrement les PME sous-emprunteuses dirigées par des femmes à investir activement dans les technologies numériques ;
- un sélecteur de technologies numériques, inspiré du sélecteur de technologies vertes de la BERD, qui sera publié au premier trimestre 2024. Ce nouveau sélecteur facilitera la mise en œuvre du volet numérisation des programmes en faveur des femmes entrepreneures d'Asie centrale et du Maroc en répertoriant les technologies numériques pertinentes disponibles localement, le but étant d'aider ces femmes à procéder à la transformation numérique de leur entreprise.

●● Perspectives d'avenir

En 2024, la BERD lancera un réseau de champions du numérique, composé d'employés en contact direct avec les clients et d'autres départements qui feront la promotion du programme numérique interne de la Banque.

Études de cas



●● Promotion de la transition numérique dans les États baltes par un coup de pouce au commerce électronique



Un investissement de 15 millions d'euros dans l'opérateur de plateforme de commerce électronique pan-balte PHH Group a permis d'accroître la capacité logistique de l'entreprise, favorisant ainsi la transition numérique de la région. Ce projet soutient la croissance du commerce électronique, marché qui reste sous-développé dans la région de la mer Baltique malgré un passage à la vente au détail en ligne pendant la pandémie de Covid-19.

●● Déploiement de parcs scientifiques et promotion du programme numérique en Serbie



Un prêt de 80 millions d'euros à la Serbie aide à déployer des parcs scientifiques et technologiques à Niš, Kruševac, Čačak et Belgrade, offrant des possibilités de développement à un nombre croissant d'entreprises en phase de démarrage et d'entreprises technologiques serbes innovantes. La Banque appuie également à Novi Sad un parc qui aide les petites entreprises, les chercheurs et les étudiants à analyser les tendances numériques et à concevoir des produits dans un nouveau laboratoire numérique.

●● Un guichet numérique unique pour les investisseurs en Tunisie



La BERD s'est associée aux autorités tunisiennes pour améliorer l'environnement d'investissement du pays en lançant une plateforme d'investissement numérique nationale. Cette nouvelle plateforme fournira des services numériques entièrement automatisés visant à améliorer l'expérience des investisseurs, à attirer les investissements directs étrangers et à créer des emplois.

●● Appui supplémentaire à l'investissement numérique dans la zone économique du canal de Suez



La BERD a continué d'appuyer un programme de numérisation de la zone économique du canal de Suez. Cette deuxième phase de numérisation vise à rationaliser les formalités administratives et à accélérer la gestion des services aux investisseurs, le but étant de créer un environnement commercial plus efficace et plus compétitif qui attirera davantage d'investisseurs internationaux et créera des opportunités d'emploi au niveau local.

Études de cas



●● Déploiement du programme Vers le numérique en Bosnie-Herzégovine



Après avoir lancé son programme Vers le numérique appuyé par l'UE en Bosnie-Herzégovine en 2022, la BERD s'est associée à des banques locales pour fournir des financements aux PME bosniaques qui investissent dans la numérisation de leurs processus opérationnels. En l'espace d'un an, la BERD a signé des accords d'une valeur de 40 millions d'euros avec ProCredit Bank, Raiffeisen Bank, UniCredit Bank Mostar, Intesa SanPaolo Bank et Sparkasse Bank.

●● Promotion du programme numérique par le soutien à une entreprise informatique croate dynamique



La BERD a aidé, par des services de conseil et un prêt, Infimum, entreprise croate dynamique, à se développer sur le marché des services numériques. En plus de recevoir un prêt de 10,8 millions d'euros, Infimum a rejoint le prestigieux programme Blue Ribbon de la BERD, qui aide les PME régionales prometteuses à se développer et à devenir des leaders du marché.

●● Croissance des services innovants grâce à un investissement dans l'entreprise technologique polonaise Vodeno



Un investissement dans l'entreprise technologique polonaise Vodeno aide les filiales de l'entreprise à se développer dans les régions de la BERD en permettant de concevoir des produits et des services innovants actuellement indisponibles dans certains pays d'opérations de la Banque et en élargissant l'accès aux compétences numériques de sa main-d'œuvre en pleine croissance.

Abréviations



ARU	Architecture de la relance et des réformes en Ukraine
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CSC	Cadre stratégique et capitalistique
ECB	Europe centrale et États baltes
EOC	Europe orientale et Caucase
ESE	Europe du Sud-Est
GW	gigawatt
MPME	micro-, petites et moyennes entreprises
MW	mégawatt
NWFE	programme égyptien Nexus eau-alimentation-énergie
ODD	objectif de développement durable
PAEC	Programme d'aide aux échanges commerciaux
PFEV	Programme de financement d'une économie verte
PME	petites et moyennes entreprises
SEMED	partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen
TEV	Transition vers une économie verte
UE	Union européenne
VAIB	volume annuel des investissements bancaires (voir note de bas de page 4)

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y avait lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 29 décembre 2023 (taux de change approximatif de l'euro : 1,1077 dollar ÉU).

Dans le présent rapport, les termes et les noms utilisés pour renvoyer à des entités géographiques ou territoriales, des regroupements et des entités politiques et économiques, ne constituent pas et ne sauraient être interprétés comme une position, une validation, une acceptation ou l'expression d'une opinion, explicite ou implicite, par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ou ses membres concernant le statut de tout pays, territoire, groupement et entité, ou la délimitation de ses frontières, ou sa souveraineté.

Les références aux intitulés de poste ou aux fonctions s'entendent pour toute personne indépendamment de son identité de genre.

© Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Tous droits réservés. Aucun élément de la présente publication ne peut être reproduit ou transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris par voie de télécopie ou d'enregistrement, sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Une autorisation écrite doit également être obtenue avant le stockage de tout élément de la présente publication dans un système de recherche d'informations quel qu'il soit.

Cette édition en français est une traduction de l'original publié en anglais par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement sous le titre Annual Review 2023, daté de 2024. En cas de disparité entre l'édition originale en anglais et la présente traduction, l'édition originale en anglais fait foi.

Rédaction, conception et réalisation : Gaëlle Alliot, Poilin Breathnach, Alessia Di Padova, Hannah Fenn, Katy Golder, Cathy Goudie, Dan Kelly, Bryan Whitford et Anthony Williams.

Traduction : Yvon Prigent, Sylvie Kepez

Soutien à la traduction : Gabrielle Pirotte

Coordination de la traduction : Natalia Binert

Relecture d'épreuves : Loïc Chabanol

Photographie : © EBRD, Gettyimages.

1661 *Compte rendu annuel d'activités 2023* (F/30)

Imprimé écologiquement au Royaume-Uni par Pureprint, société certifiée CarbonNeutral® respectant une chaîne de contrôle FSC® et dotée d'un système de gestion environnementale conforme à la norme ISO 14001 prévoyant un recyclage de plus de 99 % de l'ensemble des déchets secs.

Le *Compte rendu annuel d'activités 2023* est imprimé sur Galerie Satin, papier certifié FSC® provenant de sources responsables. Une vérification est ainsi assurée tout au long d'une chaîne de contrôle, de l'arbre issu d'une forêt bien gérée jusqu'au document final produit dans l'imprimerie.



Investir dans des vies meilleures

**Banque européenne pour la reconstruction
et le Développement**

Five Bank Street
Londres
E14 4BG
Royaume-Uni
Tél. : +44 20 7338 6000
www.ebrd.com

Retrouvez-nous sur :



@EBRD



ebird_official



ebirdtv



ebirdhq



EBRD

